

*Les subsides*

des solutions permanentes, que ce sont un peu des sparadraps pour la crise actuelle. Effectivement, et je pense que le gouvernement ne devrait pas s'embarquer dans des programmes permanents de création d'emplois, mais plutôt suppléer aux besoins dans des cas comme celui-ci où l'entreprise privée sera encore quelques mois sans faire de recrutement chez les jeunes.

Par contre, dès cet été, dans quelques semaines, tous les députés savent fort bien que des milliers d'étudiants de leurs circonscriptions vont commencer à réaliser des initiatives qu'ils nous ont eux-mêmes proposées, et lors de la présentation du Budget, le ministre des Finances (M. Lalonde) a accordé des crédits de 170 millions de dollars pour le Programme Été-Canada. J'entends les députés de l'opposition nous dire qu'on ne fait rien, pourtant ils sont tous heureux d'annoncer dans leurs circonscriptions des emplois d'été. Par exemple, moi le premier, je suis heureux: 32 projets verront le jour dans la circonscription de Shefford pour permettre aux étudiants d'occuper un emploi intéressant au cours de l'été, et c'est là un des nombreux programmes que nous offrons. N'oublions pas que le Programme Été-Canada, grâce aux montants d'argent qu'il a à sa disposition, va certainement permettre à plusieurs de financer leurs études l'année prochaine, et aussi, en fait, d'acquérir une expérience intéressante sur le marché du travail. Et c'est là une initiative du gouvernement que je trouve fort louable. Aussi, je pense aux stages qui auront lieu au sein de la Fonction publique fédérale, où des milliers d'étudiants, cet été, vont pouvoir acquérir une expérience pratique. Bien sûr que cela ne répond pas à la demande de tout le monde, mais c'est une occasion ouverte à tout le monde, et finalement, les heureux élus pourront profiter de ces programmes-là au cours de l'été.

Évidemment, le gouvernement a d'autres programmes dont je parlerai plus tard en détail, mais que je voudrais nommer. On a le Programme RELAIS, on a le développement communautaire, on a la formation des travailleurs, le travail partagé, les initiatives de la Défense nationale, le programme Katimavik du Secrétariat d'État, et je veux immédiatement signaler que cet été, comme par le passé, le principal employeur des jeunes au Canada sera, bien sûr, l'entreprise privée.

A cet égard, et afin d'inciter l'entreprise privée à embaucher un étudiant, une campagne nationale publicitaire, visant à inciter les industriels, les hommes d'affaires et même les particuliers à embaucher des étudiants cet été, vient d'être mise en application par le ministère de l'Emploi et de l'Immigration avec un slogan fort intéressant qui dit: Profitez de l'énergie scolaire. Embauche un étudiant cet été. Et tout à l'heure, j'entendais le député de Peace River dire: Ne dépensez pas en publicité. Je regrette, mais ce programme de promotion permet de sensibiliser les employeurs potentiels aux services offerts par les centres de main-d'œuvre pour étudiants, et cela leur permet de penser tout d'un coup: Peut-être que je pourrais faire faire tel ou tel travail par des étudiants. Comme les députés pourront le constater dans chacune de leurs circonscriptions, les centres d'emploi pour étudiants jouent un rôle fort intéressant dans toutes les circonscriptions du Canada.

Donc, je profite de l'occasion pour inviter les employeurs canadiens à embaucher le plus de jeunes possible cet été, soit de leur initiative personnelle ou en s'adressant au Centre d'emploi du Canada ou au Centre d'emploi pour étudiants, afin d'obtenir les jeunes employés dont ils ont besoin.

Incidentement, on s'efforce d'orienter les jeunes vers les entrepreneurs qui peuvent offrir des disciplines se mariant à leurs perspectives de carrière, et l'expérience passée a souvent démontré que de tels emplois débouchaient à échéances diverses sur des emplois permanents. En passant, je pense que les Centres d'emploi du Canada représentent une autre importante source d'emplois et d'expériences pour des milliers de jeunes, car ce sont des étudiants qui font fonctionner ces centres d'emploi-là.

● (1230)

On oublie parfois aussi, monsieur le Président, le rôle considérable joué par les services d'emploi et de consultation d'Emploi et Immigration Canada. Justement sait-on que pour 1983-1984, avant la présentation du budget du 19 juin dernier, la stratégie d'emploi, utilisant les centres d'emploi du Canada et les centres pour jeunes du Canada, prévoyait aider par l'intermédiaire de crédits de 145 millions de dollars 2,200,000 jeunes Canadiens? Sait-on qu'au chapitre de la formation des travailleurs, à la suite d'une loi votée par le Parlement l'an dernier, sur un montant de plus d'un milliard de dollars engagés cette année, on prévoit dépenser 589 millions de dollars directement pour les jeunes, soit pour 140,000 d'entre eux? Et les programmes de création d'emplois comme le PDCC, RELAIS, Katimavik, Été-Canada, représentent des crédits de l'ordre de 338 millions de dollars et créent ensemble de l'emploi à 107,000 jeunes. Si l'on inclut les 70 millions de dollars additionnels du Programme Été-Canada, qui représentent 24,000 emplois, les 18 nouveaux millions de dollars consacrés au Programme ACCÈS dans sa portion destinée aux jeunes, ce qui représente 9,500 places, puis les deux millions de dollars à la Défense nationale permettant d'occuper plus de 4,000 jeunes, de même que les 10 millions de dollars de plus à Katimavik au bénéfice de 1,000 autres jeunes, monsieur le Président, ce sont 160 millions de dollars de plus pour 38,000 emplois additionnels destinés aux jeunes Canadiens créés par le dernier Budget fédéral. De plus, je pense que dans la conjoncture économique actuelle, cette allocation d'argent fait en sorte que le gouvernement reconnaît le problème causé par le chômage chez les jeunes et veut y contribuer d'une manière extrêmement dispendieuse, savoir que 160 millions de dollars de plus s'ajoutent à nos programmes déjà existants voulant ainsi faire un effort spécial en vue de donner un coup de main au cours de cette période difficile.

J'ajouterais que la stratégie d'emploi des jeunes, mise de l'avant par le gouvernement canadien, repose sur la coopération et la participation des jeunes eux-mêmes, des milieux d'affaires, des syndicats, des gouvernements provinciaux ainsi que du gouvernement fédéral. Incidentement, en mentionnant les gouvernements provinciaux, je veux profiter de l'occasion pour traiter un peu du Programme RELAIS au Québec dans le secteur municipal, depuis que le gouvernement péquiste a refusé de collaborer avec le gouvernement fédéral. On sait que l'administration péquiste a «dételé», et au moment où elle l'a fait, nous avons déjà reçu plus de 400 projets municipaux au Québec, et dans le cadre de ces derniers, un grand nombre d'emplois auraient pu être détenus par des jeunes. Je désire signaler également que la semaine dernière, dans ma région, le ministre des Affaires municipales nous présentait un projet qu'il appelle PRIME, et le plus drôle dans tout cela, c'est qu'il